

# Ultimatum

Le journal de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante

Vol. 14, No. 1

SOLIDARITÉ, COMBATIVITÉ, DÉMOCRATIE

Mai 2015



QU'EST-CE QUE L'AUSTÉRITÉ?

## L'AUSTÉRITÉ DANS NOS ÉCOLES : DES COUPURES INJUSTES, UNE MOBILISATION LÉGITIME

Crédits: Dylan Schaub

PAR SAMUEL-ÉLIE LESAGE, ÉTUDIANT À LA MAÎTRISE EN PHILOSOPHIE

« *Austérité* », « *rigueur* », « *redressement budgétaire* », toutes ces expressions se rapportent aux coupures faites par le gouvernement libéral dans les services publics : cégeps, universités, santé, services à la petite enfance... et éducation primaire et secondaire.

**D**epuis son élection, le gouvernement libéral du premier ministre Couillard s'acharne à réduire le financement du système d'éducation primaire et secondaire. Le gouvernement a même déclaré la guerre aux commissions scolaires : avançant que ces dernières coûtent trop cher, qu'elles sont inutiles et qu'elles sont mal gérées, le gouvernement va de l'avant avec leur destruction. Près de 163 millions \$ de compressions leur ont été imposées depuis le printemps 2014.

### Des impacts directs sur les services aux élèves

Or, en amputant de la sorte le financement, ce sont les services aux élèves qui écopent : réduction de l'aide aux devoirs, réduction du financement de services de soutien comme les services de psychologie ou d'orientation, augmentation de la tarification des autobus scolaires, etc. Récemment, la Commission scolaire de Montréal (CSDM) a annoncé que l'austérité allait réduire ses capacités de prendre en charge les enfants en difficulté et en situation de handicap. Rappelons-nous enfin l'ancien ministre de l'éducation Yves Bolduc qui, questionné au sujet des écoles qui allaient manquer de fonds pour renouveler le contenu de leurs bibliothèques, avait lancé qu'aucun enfant « n'allait mourir de ça ».

La qualité de l'enseignement sera aussi touchée. Dès son élection, le gouvernement libéral annonçait des changements importants tels que la non-reconnaissance des enfants ayant des besoins particuliers dans les classes et l'augmentation du nombre d'élèves par classe. Déjà très élevés auparavant, ces nouveaux ratios fragilisent considérablement les conditions de travail des enseignante et enseignants, qui ont de moins en

SUITE EN PAGE 2, VOIR « AUSTÉRITÉ »

## LA MOBILISATION S'ORGANISE L'ÉCOLE SOLIDAIRE JOSEPH-FRANÇOIS-PERRAULT!

LES ÉLÈVES INDIGNÉ-E-S DU COMITÉ MOBILISATION DE L'ÉCOLE SECONDAIRE JOSEPH-FRANÇOIS-PERRAULT DE QUÉBEC

*On coupe en éducation? On coupe dans l'avenir d'un Québec instruit, dans notre avenir. C'est pourquoi nous refusons. Nous refusons l'austérité, nous refusons les mesures néolibérales du gouvernement. Les élèves de l'école secondaire Joseph-François-Perrault refusent de voir leur avenir être hypothéqué et leurs droits, leurs acquis, s'envoler. Dès novembre, nos objectifs étaient : informer, mobiliser et agir. C'est ainsi que nous nous sommes lancé-e-s dans cette lutte sociale.*

**D**epuis le début, nous rencontrons de nombreuses difficultés, notamment avec la direction. Sous prétexte de nous « protéger », elle a tenté à maintes reprises de nous arrêter en nous interdisant de nous rassembler sur le terrain de l'école. Évidemment, nous avons répliqué, mais en vain. Nous tenons désormais nos rencontres dans le centre communautaire voisin. Une fois par semaine, nous discutons des impacts de l'austérité, non seulement en éducation, mais dans tous les secteurs. Nous avons des alternatives à proposer au gouvernement Couillard et le message était clair lors de notre première manifestation devant l'école au mois de

SUITE EN PAGE 3, VOIR « MOBILISATIONS »

moins de temps à consacrer à des activités pédagogiques et parascolaires et qui vivent des situations de plus en plus difficiles en classe. Pour ce qui est des élèves en difficulté ou en situation de handicap, le gouvernement a procédé, depuis son élection, à des compressions de près de 150 M\$ uniquement dans les services aux élèves du primaire et du secondaire.

### La mobilisation contre l'austérité, ça concerne tout le monde

Face à ces injustices, la solidarité et la mobilisation sociale sont plus que jamais nécessaires. Mais des événements comme la Marche Monde ou les manifestations des élèves du secondaire contre l'austérité montrent bien le contraire : face au grand sabotage des services publics orchestré par les libéraux, les jeunes se mobilisent et résistent.

À celles et ceux qui disent que nous sommes trop jeunes, que nous ne sommes pas des adultes, que nous ne sommes pas encore

*« Or, en amputant de la sorte le financement, ce sont les services aux élèves qui écopent : réduction de l'aide aux devoirs, réduction du financement de services de soutien comme les services de psychologie ou d'orientation, augmentation de la tarification des autobus scolaires, etc.. »*

responsables, nous répondrons que nous sommes bien plus responsables qu'eux et elles : nous nous informons, nous nous mobilisons, nous nous éduquons et nous travaillons pour faire de notre monde un monde meilleur. Quand l'injustice frappe tout le monde sans discrimination, la solidarité et la lutte n'ont pas d'âge.

## D'OÙ VIENT L'« AUSTÉRITÉ »?

Pourquoi le gouvernement va-t-il de l'avant avec de telles restrictions budgétaires ? Ses raisons sont simples : depuis une vingtaine d'années, les différents gouvernements ont tous cru que plus le Québec s'endettait, plus il serait incapable d'assurer des services sociaux et de contribuer à la croissance économique. Ainsi, depuis 1996, ils ont procédé à de nombreuses réductions des dépenses publiques afin d'arriver à l'équilibre budgétaire : il s'agit du fameux « déficit zéro », atteint lorsque les dépenses du gouvernement ne dépassent pas ses revenus.

Pourquoi couper dans les dépenses de l'État lorsqu'on pourrait augmenter les revenus?

Ce qui est trompeur dans cette démarche d'atteinte du déficit zéro, c'est que la coupe dans les dépenses est présentée comme la seule avenue possible, alors qu'une panoplie de mesures existent pour augmenter les revenus de l'État sans menacer l'accessibilité et la qualité des services publics. En effet, par le biais des taxes et de l'impôt, l'État pourrait être en mesure de financer convenablement les services publics. Toutefois, depuis près de 20 ans, il a entrepris une baisse successive des taxes et des impôts, ce qui l'a privé d'au moins 10 milliards de dollars par année. Face à ce manque à gagner, le gouvernement coupe partout afin de réduire ses dépenses, alors qu'il pourrait très bien introduire des mesures fiscales pour taxer davantage les plus riches et les entreprises privées. Par exemple, la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics propose 18 solutions et mesures de contrôle des dépenses permettant de dégager environ 10 milliards de revenus supplémentaires pour l'État.<sup>1</sup>

L'austérité, ce n'est pas pour tout le monde!

Mais l'austérité est aussi contradictoire. Pourquoi le gouvernement coupe-t-il dans le réseau public d'éducation primaire et secondaire d'un côté, mais continue-t-il de donner de généreuses subventions aux écoles privées de l'autre? Derrière les politiques d'équilibre budgétaire, la réelle intention du gouvernement est de favoriser l'élite et les plus riches, au détriment des plus pauvres qui doivent faire leur « juste part ». Ainsi, les inégalités sociales ne cessent de croître et une part de plus en plus importante de la population doit désormais payer pour des services qui, eux, deviennent de moins bonne qualité!

<sup>1</sup> Pour en savoir plus sur la Coalition et ses propositions de solutions, consultez : <http://nonauxhausses.org/outils/alternatives-fiscales-justes-et-equitables-pour-les-finances-publiques/>

### DANS CE NUMÉRO...

Qu'est-ce que l'austérité?.....	1
La mobilisation s'organise.....	1
Le consentement sexuel .....	4
Qu'est-ce qui m'attend après le secondaire.....	5
Organiser la mobilisation au secondaire.....	6
Sécurité en manifestation.....	7
L'Appel de l'est.....	8
Qu'est-ce que l'ASSÉ?.....	8



© Dylan Schaub

février : nous réclamons un réinvestissement massif dans l'ensemble des services publics et particulièrement en éducation.

*« le message était clair lors de notre première manifestation devant l'école au mois de février : nous réclamons un réinvestissement massif dans l'ensemble des services publics et particulièrement en éducation. »*

Nous tentons, par divers moyens, de mobiliser et de rassembler le plus d'élèves possible. Si nous avons la chance d'être une petite école complètement hétéroclite, où cultures d'ici et d'ailleurs, filles et garçons de secondaire un à cinq s'intègrent bien les uns les autres au sein de la vie scolaire, le comité mobilisation ne fait pas exception. Étant ouvert à tous et à toutes, les membres qui le constituent viennent librement s'exprimer, s'informer, s'interroger ainsi que donner leurs points de vue et leurs idées. Nous constituons un groupe très flexible. D'ailleurs, en constatant le peu de temps que nous avons pour nous rencontrer chaque semaine et l'urgence d'informer et de mobiliser encore plus d'élèves, nous avons créé au sein de notre groupe un comité information qui s'occupe, entre autres, de préparer des tracts, des bannières et plus encore.

Notre deuxième manifestation, qui s'est tenue au début du mois d'avril, toujours devant notre établissement scolaire, avait un but plus spécifique. Effectivement, suite aux avertissements et à l'intimidation qu'ont subis quelques élèves de la part du surveillant, qui avait reçu l'ordre de nous interdire de poser des affiches dans nos casiers et de porter des macarons contre les mesures d'austérité, nous étions tous et toutes révolté-e-s. Heureusement, le message véhiculé lors de la manifestation a bien été reçu et on ne nous aborde plus agressivement pour nous empêcher de nous exprimer. Néanmoins, nous sommes conscients et conscientes de la répression constante que vivent tous les jours les autres étudiants et étudiantes à travers la province. Par conséquent, nous avons pris position en assemblée pour démontrer notre solidarité envers eux et elles.



*« Au secondaire, nous ne sommes pas seul-e-s au sein de cette lutte. En effet, depuis quelques semaines, on voit les enseignants et les enseignantes se mobiliser. »*

Au secondaire, nous ne sommes pas seul-e-s au sein de cette lutte. En effet, depuis quelques semaines, on voit les enseignants et les enseignantes se mobiliser. À Joseph-François-Perrault, ils et elles avaient mis une bannière devant l'école qui a ensuite été retirée par la direction. Nous étions outré-e-s et avons donc fait pression en appuyant directement le syndicat des professeur-e-s qui a fièrement remis la bannière. Comme notre année scolaire se termine vers la fin du mois de juin, nous

comptons organiser d'autres actions et nous sommes prêts et prêtes à continuer la lutte dans les semaines, mois et années à venir.

Plusieurs nous disent trop jeunes pour prendre position : nous n'avons pas le droit de vote, ne nous enlevez pas le droit de nous exprimer!

Pour nous joindre:

JFPmobilisation@hotmail.com

L'Ultimatum est produit par le comité journal de l'ASSÉ, ses collaboratrices et ses collaborateurs. Il est monté avec le logiciel libre Scribus et imprimé par les travailleuses syndiqué-e-s de Payette & Simms.

**Rédaction :** Sandrine Bourget-Lapointe, Samuel-Élie Lesage, Laurence L. Dumais, Claudia Cachay-Osorio, Camille Toffoli, Maxence Valade, Louis-Philippe Véronneau, une étudiante membre de l'AMES et les élèves indigné-e-s du comité mobilisation de l'école secondaire Joseph-François-Perrault de Québec

**Révision :** Olivia Bédard-Wien, Philippe P. Bellemare, Marie-Ève Desroches, Chloé Domigue-Bouchard, Gabriel Dumas, Émilie Gagné, Benjamin Gingras, Émanuel Guay, Céline Hequet, Laurence Jutras, Jeanne Reynolds et Marie-Ève Tremblay-Cléroux.

**Graphisme :** Marie-Ève Desroches.

**Photos :** Charlotte Cooper et Dylan Schaub.

**Tirage :** 2 000 exemplaires

Dépôt légal à la Bibliothèque et Archives Nationale du Québec : ISSN 61999

**Pour nous joindre :** journalultimatum@gmail.com

# LE CONSENTEMENT SEXUEL N'EST PAS UNE OPTION, MAIS UNE RESPONSABILITÉ.

SANDRINE BOURGET-LAPOINTE, LAURENCE L. DUMAIS ET CAMILLE TOFFOLI, ÉTUDIANTES EN ÉTUDES LITTÉRAIRES À L'UQÀM

*Dans la pornographie traditionnelle comme dans les films et les romans d'amour, on voit rarement un personnage s'assurer du consentement de son ou sa partenaire avant d'initier un rapprochement sexuel, ou même toute forme de contact physique. Dans ces scènes, tous les baisers, toutes les caresses semblent agréables pour les deux partenaires et la passion physique apparaît presque systématiquement comme un élan spontané. Comme si les corps parlaient d'eux-mêmes, comme s'il n'était pas nécessaire ni pertinent de discuter pour savoir ce que l'autre désire, pour connaître ses limites et ses préférences. Ces représentations, qui façonnent bien souvent l'idée que l'on se fait du romantisme et d'une sexualité épanouie, offrent toutefois une vision erronée de la manière dont doit, dans la réalité, s'affirmer le consentement.*

**D**ans les campagnes de prévention contre les agressions, on utilise souvent le slogan «Non c'est non!» pour insister sur l'importance de respecter les limites de son ou sa partenaire. Or, l'expression «Oui c'est oui!» apparaît beaucoup plus appropriée lorsque l'on parle du consentement sexuel. Consentir, ce n'est pas seulement «ne pas s'opposer», c'est affirmer son accord de manière explicite et surtout, enthousiaste. Dans le cadre d'un rapport intime, notre principale responsabilité n'est pas tant de dire «non» lorsque les gestes de l'autre nous déplaisent, mais bien de s'assurer que celle-ci ou celui-ci nous dit bel et bien «oui» et ce, avant d'initier une activité sexuelle. Agir selon ce principe constitue le seul moyen de confirmer le consentement. Car une caresse, même si elle est interrompue lorsqu'une forme de désaccord est manifestée, demeure un attouchement non désiré. Et même si le geste commis paraît inoffensif, il peut représenter une atteinte à l'intégrité de l'autre personne. Penser le consentement en fonction du «oui c'est oui» permet également, dans bien des cas, d'éviter les situations ambiguës (celles où on a l'impression que l'autre personne est consentante, alors qu'elle ne l'est, au fond, pas totalement...).

Cela dit, le consentement, même lorsqu'il est exprimé de manière directe et sans équivoque, peut être retiré en tout temps, et ce, même au milieu d'un rapport sexuel. Respecter le consentement d'un ou d'une partenaire implique donc aussi de demeurer constamment à l'écoute et, surtout, de lui demander régulièrement s'il ou elle a du plaisir et a envie de continuer. Même au sein d'un couple, le consentement doit être constamment réaffirmé. Accepter d'être en relation avec quelqu'un n'implique pas de combler tous ses désirs et en aucun cas, le corps de l'autre ne nous appartient.

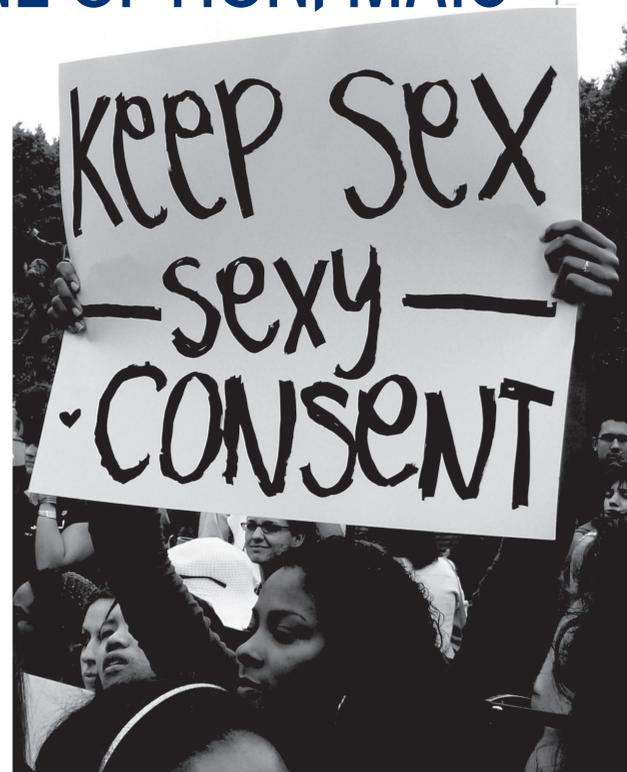
Il faut aussi souligner que ce n'est pas la nature de l'acte qui détermine s'il s'agit d'une agression ou non, mais bien s'il y a eu accord entre les partenaires. Dès qu'il y a un acte sexuel ou à connotation sexuelle sans consentement, il y a agression. Ainsi, il est essentiel de communiquer à propos de ce que l'on veut faire, mais aussi dans quelles conditions on veut le faire, car la sécurité sexuelle et la contraception entrent aussi dans l'entente entre les partenaires. Quelqu'un peut consentir à un rapport

seulement à condition de se protéger. Ne pas respecter le désir de son ou sa partenaire d'utiliser de la contraception et lui mettre de la pression pour discréditer ce choix n'est rien de moins qu'une atteinte à son intégrité.

Le principe du «oui c'est oui» suppose, toutefois, que les deux partenaires se sentent totalement libres d'accepter ou de refuser l'activité sexuelle qui leur est proposée. Or, il existe plusieurs situations où cette liberté de choix ne va pas de soi, où certains facteurs peuvent nous inciter à

*« Consentir, ce n'est pas seulement "ne pas s'opposer", c'est affirmer son accord de manière explicite et surtout, enthousiaste. »*

dire «oui» à des gestes et des attitudes qu'au fond, nous ne désirons peut-être pas réellement. La consommation d'alcool et de drogue peut nuire au consentement éclairé. Avant d'initier un rapprochement dans un party, il vaut mieux se demander si nous serons à l'aise le lendemain avec les décisions que nous prenons durant la soirée. Il faut aussi se questionner sur l'état de notre partenaire : est-ce qu'il ou elle semble lucide? La notion de consentement devient ambiguë dans toute relation où il y a un rapport inégalitaire entre les partenaires. Ce type de rapport survient lorsqu'une relation d'autorité officielle (un ou une professeur-e, un ou une coach de sport, un patron ou une patronne) ou officieuse (personne plus âgée ou populaire que soi, personne qui suscite notre admiration)



existe entre deux personnes. Dans un contexte d'intimité, ce genre de rapports peut inciter à accepter des situations avec lesquelles nous sommes inconfortables et que nous aurions refusées dans un autre contexte.

Il est également possible que nous soyons la personne qui se fait dire non. Comment réagir dans une telle situation? Tout d'abord, il ne faut pas insister. Il ne faut pas non plus le prendre personnel. Il se peut que nous soyons déçu-e, que nous ayons envie de comprendre pourquoi, mais il faut laisser à l'autre la liberté de vouloir ou non en parler. On peut donc utiliser des phrases comme : « Je comprends, il n'y a pas de problème. De quoi as-tu envie maintenant? De quoi as-tu besoin? » pour donner à notre partenaire l'espace sécuritaire nécessaire pour s'exprimer si elle ou il le désire. Car même si, dans les représentations traditionnelles, la sexualité et le romantisme se passent souvent de mots, demander le consentement de l'autre à toutes les étapes d'une relation sexuelle est nécessaire. De plus, parler de ses limites et de ses désirs avec l'autre personne aide à développer une relation d'intimité et de confiance. On connaît ainsi mieux notre partenaire, et on parvient bien souvent à lui donner davantage de plaisir. Car contrairement à ce que l'on croit trop souvent, communiquer nos peurs et nos envies, ça peut être très excitant.

## QUELQUES QUESTIONS SIMPLES POUR VALIDER LE CONSENTEMENT

- Est-ce que le contexte du rapport est exempt de violence ou de situation abusive (menaces, chantage, pression, etc.)?
- Est-ce que ton ou ta partenaire prend en compte tes besoins, désirs et les considère comme aussi importants que les siens? De ton côté, accordes-tu autant d'importance à tes désirs qu'à ceux de ton ou ta partenaire?
- As-tu le pouvoir, dans cette situation, d'agir selon ta propre volonté, de dire non ou de mettre fin à l'acte, si tu le souhaites?

QU'EST-CE QUI M'ATTEND APRÈS LE SECONDAIRE...

# MON PASSAGE AU CÉGEP EST-IL EN PÉRIL?

CLAUDIA CACHAY-OSORIO, ÉTUDIANTE EN SCIENCES HUMAINES

**L'ensemble des cégeps subit les effets des coupures du dernier budget provincial. Alors qu'en novembre 2014, un total de 19 millions \$ en compressions était prévu, ce montant est maintenant passé à 41 millions \$. Ces compressions affectent directement la qualité et l'accessibilité de l'éducation, car elles se traduisent généralement par des coupures dans les services offerts aux étudiantes et aux étudiants.**

L'austérité dans les cégeps n'a rien de nouveau. En décembre 2012, le gouvernement du Parti Québécois annonçait 124 millions de dollars en compressions dans les budgets des cégeps pour les années 2013 et 2014. Le changement de gouvernement a apporté avec lui de nouvelles coupures, qui totalisent désormais 41 millions pour l'année 2014-2015.

## Comment les coupures peuvent-elles affecter mon parcours collégial?

Les impacts sont multiples. Certains services d'aide (en français, en philosophie, en chimie...) et certaines bibliothèques ont vu leurs heures d'ouverture réduites. Des employé-e-s n'ont pas été remplacé-e-s ou leurs contrats n'ont pas été renouvelés, ce qui augmente la charge de travail de leurs collègues. C'est le cas du Cégep de Saint-Félicien et du Collège Ahuntsic, où le poste d'infirmière ou d'infirmier a été aboli.

Le soutien psychosocial est également touché. Par exemple, au Cégep de Lanaudière à L'Assomption, les services d'un travailleur social et le recours aux services externes de psychologie sont à risque de disparaître. Dans certains cégeps, des hausses de tarifs augmentent le coût des études et donc, leur accessibilité. Au Cégep Garneau, cela se traduit par une hausse de 47% des frais afférents prévue pour l'automne 2015.

Cela ne risque pas de s'arrêter. L'année scolaire à venir risque d'apporter son lot de coupures supplémentaires. Déjà, au Cégep de Chicoutimi, on affirme que « des choix difficiles devront être faits sous peu ».<sup>1</sup>

## Comment s'organiser contre l'austérité?

Dès votre inscription dans un cégep, vous devenez membre d'une association étudiante. Comme pour un syndicat de travailleurs et de travailleuses, l'association a pour objectif de représenter et de défendre vos intérêts. Chaque association est unique et a son fonctionnement propre. Cependant, les décisions les plus importantes de l'association sont généralement prises en assemblées générales (AG).

Qu'est-ce qu'une AG? C'est un rassemblement où tout membre de l'association a droit de parole, droit de proposition et droit de vote. Vous pouvez donc vous positionner collectivement et démocratiquement sur des enjeux qui vous affectent directement.



© Dylan Schaub

## CONTESTATIONS DU 1<sup>ER</sup> MAI

Face aux mesures d'austérité, une importante mobilisation a eu lieu dans le cadre du 1<sup>er</sup> mai, la journée internationale des travailleuses et des travailleurs. 856 organisations communautaires ont tenu une journée de grève, du jamais vu dans ce milieu. Manifestations, rassemblements et actions ont eu lieu dans plusieurs villes au Québec : Montréal, Sherbrooke, Rimouski, Québec, Sept-Îles, Gatineau, et d'autres encore.

Dans le cadre des mobilisations du 1<sup>er</sup> mai, 30 syndicats de professeur-e-s de cégeps ont voté en faveur d'une journée de grève sociale. Cette grève a été considérée illégale par le ministère de l'Enseignement supérieur, car elle a empêché l'offre d'un « service essentiel ». Si l'éducation est un service essentiel, pourquoi le gouvernement s'y attaque-t-il?

« Si l'éducation est un service essentiel, pourquoi le gouvernement s'y attaque-t-il? »

Envie de vous impliquer davantage? Il existe plusieurs moyens! Dans la plupart des cégeps, il existe des comités de mobilisation. Ce sont des réunions qui ont pour but d'organiser la diffusion de l'information sur des questions politiques et sociales. Qu'il s'agisse de la confection de banderoles, de la chorégraphie d'un flash mob<sup>2</sup>, des discussions aux tables de cafétéria, il y a plusieurs façons de se mobiliser. L'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) organise également des camps de formation. Il s'agit de fins de semaine remplies d'ateliers et de conférences pour en apprendre plus sur des questions sociales, militantes et politiques.

- 1 Pour en savoir davantage sur les impacts des coupures dans les cégeps : Institut de recherche et d'information socio-économique, « Compilation des conséquences des mesures d'austérité 2014-2015 », 26 mars 2015, <http://iris-recherche.qc.ca/publications/compilationausterite>
- 2 Un flash mob est un rassemblement éclair visant à attirer l'attention du public sur une cause ou un enjeu.

# L'ASSOCIATION MILITANTE DES ÉLÈVES DU SECONDAIRE

UNE MEMBRE DE L'ASSOCIATION MILITANTE DES ÉLÈVES DU SECONDAIRE (AMÉS)

*L'Association militante des élèves du secondaire (AMÉS) est une initiative toute récente, née du contexte de la grève étudiante du printemps. Elle a d'abord vu le jour pour répondre à la nécessité de mettre en contact les groupes déjà présents dans les écoles. Un peu partout, le support à la mobilisation contre l'austérité et les hydrocarbures se dessinait, sous la forme de comités de soutien structurés, de petits groupes informels ou tout simplement par la présence d'élèves concerné-e-s et impliqué-e-s dans la lutte. Quelques actions avaient déjà lieu : séances d'informations, débats, sit-in, manifestations internes, etc. Le dimanche 22 mars 2015, une première réunion a eu lieu entre des jeunes de différentes écoles et a mené à la création de l'AMÉS.*

C'est dans une volonté de se libérer des contraintes avec lesquelles doivent composer les conseils d'élèves que l'AMÉS a été créée. Elle souhaite se dissocier de ces structures, qui sont limitées par leurs relations étroites avec les directions, mais aussi - d'une certaine manière - par leur mandat de représentation. Comme les discussions de nature politique sont absentes des élections des conseils, qu'un représentant ou une représentante prenne une position de cette nature au nom des élèves serait délicat. L'AMÉS, elle, ne se considère aucunement comme « la voix des jeunes ». Elle n'aspire pas à être une structure comme les associations étudiantes collégiales et universitaires. Elle se voit plutôt comme une organisation complémentaire aux conseils d'élèves, une organisation avec des intentions plus combattives, qui répondrait à un besoin bien différent : celui d'agir politiquement.

L'AMÉS se donne le double objectif de participer aux luttes à la hauteur de ses moyens et de faire entrer les débats qui animent la société à l'intérieur des écoles.

Les élèves du secondaire sont souvent perçu-e-s comme des enfants facilement influençables et trop peu politisé-e-s pour être pris en considération dans les débats publics. Cette initiative vient démentir ce cliché. L'AMÉS souhaite stimuler les questionnements politiques dans les écoles, car elle croit les jeunes prêts et prêtes à s'interroger et à se positionner.

D'abord et avant tout, l'association se veut un espace de partage des expériences et d'entraide entre les élèves mobilisé-e-s. Elle a déjà servi à échanger des idées et des suggestions quant aux actions à entreprendre dans les institutions, aux rapports parfois difficiles avec les directions, à la complexité des processus de sensibilisation des autres élèves, etc.

Elle souhaite aussi coordonner (dans la mesure du possible et quand cela est pertinent) les mobilisations dans les écoles secondaires. C'est dans cette optique qu'elle a organisé, durant la manifestation nationale du 2 avril, un contingent « Secondaire contre l'austérité », qui a permis de faciliter l'accès à la manifestation et de rendre la présence des élèves plus visible. Une manifestation de jeunes du secondaire contre l'austérité a



aussi eu lieu le 3 mai dernier, à l'initiative de l'AMÉS.

Le regroupement a un autre avantage, plus informel, mais dont il faut également souligner l'importance. Suite aux rencontres, il s'est spontanément créé un noyau d'élèves manifestant ensemble, se communiquant des informations et s'encourageant mutuellement. Participer à une lutte de manière isolée peut être assez intimidant, surtout dans un contexte de répression policière accrue. La formation de ce petit groupe de jeunes agissant ensemble a donc été une expérience très positive. Il faut aussi dire que le simple fait de rencontrer des gens partageant certaines préoccupations sociales est extrêmement stimulant dans la traversée de ce désert politique qu'est souvent l'école secondaire!

À ce jour, L'AMÉS a comme ligne directrice des valeurs communes telles que l'accès à des services publics de qualité, l'égalité, le féminisme et la protection de l'environnement. De toute manière, la raison de sa création et ses quelques initiatives parlent d'elles-mêmes!

Une association similaire, l'Association Indépendante Des Élèves du Secondaire (AIDES), avait été créée temporairement lors des mobilisations de 2012 contre la hausse

des frais de scolarité. Elle avait par la suite totalement disparue, entre autre parce que la majorité de ceux et celles qui s'y impliquant étaient passé-e-s au CÉGEP. C'est avec cette référence en tête que les membres de l'AMÉS veulent créer une structure durable, afin de faciliter l'organisation de luttes futures et d'éviter à d'autres de devoir refaire le même travail de réseautage. Si les membres de l'AMÉS souhaitent conserver les liens entre les écoles et les renforcer, c'est aussi pour que l'action politique des jeunes du secondaire perdure au-delà des « situations d'urgence ».

Les rencontres de l'association sont pour l'instant hebdomadaires. Ceux et celles qui y participent parlent parfois en leur propre nom ou alors représentent un comité local. Pour faciliter le déroulement des réunions, un maximum de deux élèves par école peut s'y présenter. Pour le moment, elles se tiennent uniquement à Montréal, cependant tous les élèves du Québec prêt-e-s à faire le déplacement sont les bienvenus.

Si vous êtes intéressé-e-s à rejoindre l'AMÉS, consultez la page Facebook, où sont relayées toutes les informations nécessaires! Ses membres seront enchanté-e-s d'avoir plus de support!

# MANIFESTER EN TOUTE SÉCURITÉ

LOUIS-PHILIPPE VÉRONNEAU, ÉTUDIANT EN SCIENCES ÉCONOMIQUES À L'UQÀM

**Participer à une manifestation est souvent une expérience plaisante : s'exprimer est un droit important! Manifester peut toutefois rapidement se transformer en fardeau si l'on s'y prend mal. Voici quelques trucs pour s'assurer de manifester en toute sécurité.**

## Avant la manifestation

La meilleure manière d'avoir du plaisir dans une manifestation est de s'y préparer adéquatement. Assurez-vous de bien dormir, de boire beaucoup d'eau et d'avoir bien mangé avant une manifestation. Le meilleur remède est toujours la prévention!

## Des ami-e-s, ça change tout

Il est toujours plus intéressant de manifester avec des ami-e-s. Contactez-les avant la manifestation et donnez-vous un point de rencontre un peu à l'écart du lieu de rassemblement pour mieux vous retrouver.

Manifester avec des ami-e-s est également plus sécuritaire. S'il vous arrive quelque chose (cheville foulée, malaise, etc.) il est toujours plus rassurant de se faire aider par des personnes connues.

Astuce : apportez une pancarte ou un drapeau facilement reconnaissable pour servir de point de repère à votre groupe. Une fois dans la manifestation, il sera plus facile de ne pas perdre les autres.

## Pendant la manifestation

Un peu avant le début de la manifestation, mettez-vous deux à deux avec une amie ou un ami. Restez ensemble tout au long de la manifestation. Il est possible que dans le tumulte de la manifestation vous perdiez votre groupe de départ; en étant deux tout au long de la manifestation, vous vous assurez de connaître une personne en cas de pépin.

Une fois la manifestation commencée, restez derrière la bannière de tête. Les organisatrices et les organisateurs connaissent le trajet, pas vous! Dépasser la bannière de tête peut également être dangereux s'il y a un camion de son : la personne au volant s'efforce de pas écraser personne, mieux vaut lui faciliter la tâche.

Il est possible que la police décide d'intervenir lors de la manifestation. Peu importe ce qui arrive, il est nécessaire de rester calme. Si la police décide de charger la manifestation, déplacez-vous rapidement mais évitez de courir. En plus de créer un effet de panique, vous risquez de piétiner les camarades ayant perdu l'équilibre.

Durant la manifestation, ne vous asseyez jamais par terre. En restant debout, vous vous assurez de pouvoir vous déplacer rapidement en cas de besoin. Une personne assise peut également se faire piétiner si la foule se met à courir sous l'effet de la panique.

Si jamais l'antiémeute utilise des agents chimiques (poivre de cayenne, gaz lacrymogène, etc.), couvrez-vous les yeux et le visage. Si vous êtes aspergé-e-s, restez calme. La panique et l'hyperventilation augmentent beaucoup l'intensité et la durée de la douleur. En temps normal, la sensation de brûlure disparaîtra après quelques dizaines de minutes.

Vous pouvez vous rincer le visage et les yeux avec de l'eau froide ou une solution anti-acide diluée. Attention de ne pas vous frotter les

yeux ou vous toucher le visage! Vous ne ferez que répandre l'agent irritant et la situation sera pire. Une fois chez vous, il faut s'assurer de bien laver ses vêtements et son sac pour enlever toute trace d'agents chimiques.

Il y a souvent des personnes formées à donner les premiers soins dans les manifestations. Vous pouvez reconnaître ces personnes grâce aux croix rouges apposées sur leurs vêtements ou sur leurs sacs. En cas de problème, dirigez-vous vers une de ces personnes et demandez-leur de l'aide.

En cas d'arrestation, restez calme et évitez de parler à la police. Les seules choses que les agentes et les agents peuvent vous demander sont votre nom, votre âge et votre adresse.

Peu importe la raison, si vous ne vous sentez plus à l'aise dans une manifestation ou que vous ne vous sentez plus en sécurité, n'hésitez pas à partir. N'oubliez pas d'aviser les personnes avec qui vous êtes venues de votre décision.

Si jamais plusieurs personnes affirment qu'il est temps de se disperser, il est peut-être bon de les écouter. La force d'une manifestation est dans son nombre. Plus les manifestantes et les manifestants sont en grand nombre, plus vous êtes en sécurité. Si vous avez l'impression que vous n'êtes plus beaucoup à manifester, il peut être plus sage de quitter.

## Après la manifestation

C'est bon, vous en avez assez et vous avez décidé de quitter la manifestation. Peu importe si la manifestation est terminée ou non, il est important de ne pas partir seul-e. Si vous voulez vous en aller, partez avec l'ami-e avec qui vous êtes jumelé-e-s ou avec les personnes de votre groupe.

Il peut être bon de parler de son expérience – bonne ou mauvaise – avec ses ami-e-s. Cela est souvent libérateur et permet d'éviter de répéter ses erreurs et de mieux s'organiser pour la prochaine fois.

Rappelez-vous : une manifestation agréable est souvent une manifestation pour laquelle on s'est préparé!

Pour aller plus loin:  
<http://www.blackcrosscollective.org/page14.html>

## À METTRE DANS SON SAC

Voici une liste de choses à apporter avec soi :

De l'eau, préférablement plus d'un litre

- De la nourriture, surtout des aliments sains et sucrés, comme des fruits séchés, des noix ou des barres tendres
- Des médicaments ou votre EpiPen si vous en avez besoin
- Un peu d'argent pour le téléphone, le transport en commun ou pour une collation
- Vos cartes d'identité (Carte soleil, etc.)
- De la crème solaire en été

Astuce : pour ne rien oublier, faites votre sac la veille!

## À METTRE SUR SOI

Le pire ennemi des manifestantes et des manifestants est la température! Pour éviter la déshydratation ou l'hypothermie, il faut s'habiller adéquatement. Assurez-vous de regarder la météo avant de sortir!

Voici deux exemples de garde-robe selon les saisons :

Été :

- Des souliers fermés et confortables dans lesquels on peut marcher longtemps
- Un chapeau ou une casquette pour se protéger le visage
- Un imperméable en cas de pluie
- Des lunettes de soleil pour se protéger les yeux

Hiver :

- Des bottes bien chaudes et confortables
- Un manteau épais et chaud
- De bons gants chauds ou (encore mieux) des mitaines
- Une tuque

Astuce: préparez vos vêtements la veille!

# UNE CAMPAGNE ESTIVALE POUR CONTRER LES HYDROCARBURES

### Une catastrophe à notre portée

À l'heure actuelle, les trains déplaçant l'or noir des sables bitumineux de l'Alberta et le pétrole de schiste du Dakota du Nord se multiplient. Depuis 2009, nous avons eu droit à une augmentation de 28 000% du trafic ferroviaire contenant des hydrocarbures.<sup>1</sup> C'est afin d'exporter le pétrole issu des sables bitumineux que la *Ligne 9b d'Enbridge* sera inversée cet été si rien n'est fait, un vieil oléoduc qui transportera 300 000 barils par jour.<sup>2</sup> Comme la consistance du pétrole qui y transitera ne sera pas la même que celle pour laquelle il a été conçu et son âge avancé, les possibilités de déversements seront décuplées. Pour ce qui est du projet d'oléoduc *Transcanada* piloté par *Énergie Est* et dont la construction au Québec est prévue pour 2017, il transportera 1,1 millions de barils par jour ce qui en fera le troisième plus gros pipeline au monde.<sup>3</sup> Nous ne pouvons pas nous permettre de laisser ces infrastructures ruiner nos écosystèmes et aggraver le réchauffement climatique.

Présentement, des forages sont annoncés et certains déjà entrepris en Gaspésie, aux Îles de la Madeleine et sur l'île d'Anticosti. La construction d'un terminal pétrolier est prévue cet été à Belledune, au Nouveau-Brunswick, et un terminal méthanier se développera trop rapidement à Grande-Anse, au Lac-St-Jean. Pour s'y rendre, de nombreux paquebots traverseront la pouponnière des bélugas qui semblait avoir été épargnée grâce à l'opposition populaire à la construction du port pétrolier de Cacouna.

Si tous ces projets, pour ne nommer que ceux-ci, partagent la vision d'un monde enchaîné au pétrole et à la destruction de l'environnement, ils partagent également la possibilité d'être bloqués par notre opposition.

### Un extractivisme colonialiste

Depuis la création du « Canada », l'exploitation des ressources naturelles s'est fondée sur le pillage et le saccage de communautés autochtones qui peuplaient le territoire bien avant que des colonisateurs y posent les pieds et commencent à le détruire. Aujourd'hui, ces projets pétroliers se déploient encore selon une logique de dépossession des peuples et des terres autochtones jamais cédées.

L'exploitation du pétrole des sables bitumineux est excessivement polluante et a le potentiel d'achever le monde tel que nous le connaissons. L'extraction de quatre barils de pétrole brut nécessite l'utilisation d'un baril de pétrole et de huit à vingt barils d'eau et émet environ 760 kilogrammes de gaz à effet de serre.<sup>4</sup> Comme en témoigne tristement l'explosion meurtrière qui s'est produite à Lac-Mégantic, ces projets s'attaquent à la possibilité même de continuer à vivre. Si une seule fuite provenant d'un pipeline peut suffire à contaminer l'eau de toute une région, tentez d'imaginer ce que les sables bitumineux, dont le territoire d'exploitation occupera bientôt une surface de la taille de l'Angleterre, font subir aux communautés avoisinantes et, plus largement, à l'environnement dans lequel nous habitons.

### Un appel à se lier

Devant cette catastrophe annoncée, l'Appel de l'est se présente comme une proposition de convergence. En liant nos efforts et en multipliant dès maintenant les actions, les activités de tout genre et les manifestations organisées sur des bases autonomes, nous atteindrons l'objectif : bloquer le sort que les tenants et les tenantes de l'économie extractiviste nous réservent. En visitant le site web [www.appeldelest.org](http://www.appeldelest.org), vous pourrez en découvrir davantage sur les événements déjà en cours, y apprendre comment rejoindre l'Appel et diffuser vos événements!

Cet Appel, ainsi que les autres luttes à venir, sauront engager des formes de résistances porteuses d'espoirs, de solidarités et de complicités qui actionneront le frein d'urgence face à la catastrophe en cours.

1 La Presse Canadienne. "Le transport de pétrole par train augmente de 28 000%" La Presse, 7 juillet 2013.

2 Radio-Canada. "L'abc du projet de pipeline d'Enbridge", Radio-Canada, 17 mars 2014.

3 Équiterre. "Projet oléoduc Énergie Est - Transcanada" <http://www.equiterre.org/fiche/projet-oleoduc-energie-est-transcanada>

4 Connaissance des énergies. "Les sables bitumineux", <http://www.connaissancedesenergies.org/fiche-pedagogique/sables-bitumineux>

## QU'EST-CE QUE L'ASSÉ?

L'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) est un syndicat étudiant national qui regroupe près de 80 000 membres dans plus de 40 associations étudiantes tant collégiales qu'universitaires à travers le Québec. Bien que les syndicats soient des associations défendant généralement les droits des travailleurs et les travailleuses, l'ASSÉ se veut elle aussi un véritable syndicat voué à la défense des intérêts des étudiants et étudiantes du Québec. L'ASSÉ met au coeur de ses actions la diffusion de l'information et la mobilisation de ses membres. Ce syndicat combat notamment pour une plus grande accessibilité à l'éducation postsecondaire, pour que tous et toutes puissent étudier.

### Pour le droit à l'éducation

L'éducation est un droit fondamental, et non un simple service que l'on peut acheter. Chacune des luttes de l'ASSÉ s'inscrit, entre autres, dans cette volonté de permettre à l'ensemble des citoyens et citoyennes du Québec d'avoir accès à une éducation gratuite, publique, accessible, laïque et de qualité, libre de toute forme de discrimination. C'est dans cette optique que les

membres de l'ASSÉ se battent constamment pour abattre, une à une, les barrières économiques que les gouvernements posent devant nos cégeps et nos universités.

### Pour un syndicalisme combatif et démocratique

Il est important de faire preuve de cohérence entre nos valeurs et nos actions: à des revendications progressistes et démocratiques correspond une stratégie d'action progressiste et démocratique. Au Québec, comme partout ailleurs, c'est à travers les campagnes menées par les mouvements combatifs, misant sur la mobilisation et l'action de masse, que les programmes sociaux les plus importants ont été obtenus. C'est pourquoi on peut qualifier ce mode d'action de syndicalisme étudiant de combat.

Cela implique d'abord le développement de pratiques syndicales dynamiques et démocratiques. À ce titre, il faut multiplier les occasions de débats, élaborer collectivement des analyses, ne pas craindre la confrontation des idées et surtout donner l'espace aux étudiantes et étudiants pour aboutir à des prises de



décisions collectives. L'assemblée générale – lieu décisionnel ouvert à tous les membres d'une association – permet l'expression de cette culture démocratique combative.

Les décisions prises en Congrès – instance suprême de l'ASSÉ – découlent des décisions prises dans les différentes associations membres. Celles-ci conservent en tout temps leur autonomie. Démocratie, autonomie et combativité guident les membres de l'ASSÉ dans leurs actions.